rence n'avait pu jusqu'à date faire grand'chose, parce qu'elle attendait l'arrivée des délégués de l'Europe. Je n'ai vu aucun rapport de ce qui a été fait; mais du fait que cet item appert au budget je présume que le Gouvernement considère que cette Conférence, si elle ne procède pas actuellement, se mettra sous peu à l'œuvre, et qu'elle arrivera à quelques conclusions définies. Les questions qu'elle devra traiter sont d'une grande importance, non seulement pour le Canada, mais pour tout l'univers. Une question importante que la Conférence doit étudier se rapporte aux heures du travail dans différents pays. Je suis curieux de savoir si les délégués du Canada à Washington ont eu le loisir de discuter entre eux cette question. Je tiens aussi à savoir quelle position les délégués du Canada prendront sur d'autres questions qui vont surgir. Est-ce que les délégués représentant la classe financière, la classe ouvrière et la classe agricole, ont décide quelle ligne de conduite ils devront suivre? S'ils ne l'ont pas fait, je ne pense pas qu'il y ait grand espoir de voir les divers représentants arriver à une conclusion bien définie, parce qu'il aborderont les sujets à des points de vue différents, et, vu qu'ils parlent tant de langues différentes, ils auront d'autant plus de difficultés à saisir les points de vue des uns et des autres. Si mon honorable ami peut nous donner quelques informationss au sujet de cette Conférence, je crois qu'elles seraient très-utiles à cette Chambre.

Les autres item du budget sont d'un caractère ordinaire, se rapportant plus ou moins à des dépenses encourues par la con-

vocation de la présente session.

J'attire de nouveau l'attention sur le fait qu'en encourant ces dépenses et en votant ces fortes sommes d'argent, nous chargeons le peuple des fardeaux additionnels. Dans un autre endroit, un membre du Gouvernement a déclaré l'autre jour, si je l'ai bien compris, que nous aurions besoin d'un montant très considérable, - quelque \$700,-000,000, je crois-pour les fins de l'administration du pays. Si l'on considère que notre population dépasse à peine les 8,000,000, c'est là une somme d'argent énorme. Le Gouvernement tente présentement de prélever \$300,000,000 par voie d'emprunt en ce pays. Nous espérons, naturellement, qu'il réussira; mais si la déclaration faite ailleurs par un ministre est exacte, le Gouvernement devra bientôt recourir au pays pour un autre emprunt, à moins de prélever la somme additionnelle par voie d'impôts. Devant le comité de l'autre Chambre s'occupant de la question du rétablissement civil des soldats, l'ex-ministre des Finances a dit que le Gouvernement ne pouvait guère espérer augmenter la taxation de façon appréciable, et que s'il le faisait il placerait sur le peuple un fardeau trop lourd pour ses épaules.

Je-ne veux pas retenir la Chambre davantage; mais je désire exprimer l'espoir que le Gouvernement limitera les dépenses de toute manière possible, afin que nous puissions nous attendre à une administration plus économique et plus attentive des finances du pays à l'avenir.

L'honorable J. G. TURRIFF: Honorables messieurs, je remarque un item de \$276,000 pour la réorganisation de l'Imprimerie nationale. D'après les journaux je comprends que ce montant est en grande partie destiné à donner des allocations de retraite à des employés qu'on congédie. Je suggère que le Gouvernement voie à ce qu'aucun de ceux qui ont retiré des salaires pendant les vingt-cinq dernières années et qui n'ont pas été en fonctions pendant des années entières, ne soient au nombre des nouveaux bénéficiaires.

En ce qui concerne l'item de \$2,000,000 pour des avances de graines de semence, je tiens à savoir si le temps n'est pas arrivé de laisser les questions de ce genre à la charge des gouvernements locaux. Ceuxci pourraient s'occuper de ces affaires bien mieux que le Gouvernement fédéral ne saurait le faire. Le Gouvernement fédéral délègue un fonctionnaire pour diriger la distribution. Il ne connaît rien de l'affaire et il lui faut obtenir tous les renseignements possibles. D'après ce que j'en sais personnellement, je puis dire que, dans les années passées, une grande quantité de graines de semence a été avancée à des hommes qui n'y avaient aucun droit, et les fonctionnaires ne pouvaient guère prévenir cet abus.

Il y a un item de \$20,000,000 pour l'établissement des soldats sur des terres. J'ai la même opinion que j'ai exprimée l'année dernière, c'est-à-dire que c'est une folle dépense. L'année dernière, si j'ai bonne mémoire, nous avons voté \$25,000,000; et, cette année, nous votons \$20,000,000 de plus. Je suggérerais au Gouvernement de faire bien attention aux détails de cet item particulier de dépenses.

Par rapport à l'item de \$40,000,000, je suis heureux de pouvoir féliciter le Gouvernement de la décision qu'il a prise au sujet du rétablissement du soldat. Il m'a fait plaisir de constater que le Gouvernement a eu le courage de résister aux appels de

L'hon. M. BOSTOCK.